

LE MONDE ASSOCIATIF SUISSE DANS LE DOMAINE DES SCIENCES DE L'INFORMATION : ENJEUX, DÉFIS, DYNAMISME !

[Michel Gorin](#)

A.D.B.S. | « I2D - Information, données & documents »

2021/2 n° 2 | pages 38 à 44

ISSN 2428-2111

DOI 10.3917/i2d.212.0038

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-i2d-information-donnees-et-documents-2021-2-page-38.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour A.D.B.S..

© A.D.B.S.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

II. RÉSEAUX



Mots-clés : Association professionnelle, Défis, Enjeux, Sciences de l'information, Suisse

LE MONDE ASSOCIATIF SUISSE DANS LE DOMAINE DES SCIENCES DE L'INFORMATION : ENJEUX, DÉFIS, DYNAMISME !

La Suisse bénéficie d'un tissu associatif dense et dynamique, qui existe également dans le secteur des sciences de l'information, où dominent deux associations nationales : *Bibliosuisse* et l'*Association des archivistes suisses* (AAS). Ces associations font face à divers enjeux, liés aux réalités des sciences de l'information, mais aussi à la complexité structurelle du monde associatif suisse. Elles jouent un rôle majeur pour aider les professionnel.le.s à développer leurs compétences, à s'adapter aux mutations, à faire valoir leurs droits. Cependant, sans le soutien actif de ces professionnel.le.s, elles risquent de s'essouffler. Pour que ces associations puissent continuer à assumer leurs responsabilités, les employeur.euse.s et les employé.e.s sont appelé.e.s à s'impliquer toujours plus.



Michel GORIN

Maître d'enseignement HES auprès de la Haute École de gestion de Genève (Suisse), Département Information documentaire, l'un des établissements rattachés à la Haute École spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO). Titulaire de diplômes supérieurs de bibliothécaire et de formateur d'adultes, il est actif dans la formation des professionnel.le.s en sciences de l'information depuis les années 1990. Outre ses responsabilités en matière d'enseignement, il assume et a assumé divers mandats, parmi lesquels de nombreuses fonctions associatives. Actuellement, il est vice-président de *Biblioromandie*, président

de la Commission Éthique professionnelle de *Bibliosuisse* et membre du Groupe de travail *Stratégie de la formation* de cette dernière association.

✉ michel.gorin@hesge.ch



Le Code d'éthique pour les bibliothécaires et les professionnel.le.s de l'information suisses¹, dans son article 5, affirme que « les bibliothécaires [...] promeuvent les associations, s'engagent dans leurs structures et participent à leurs activités [...] »². Les associations professionnelles³ jouent un rôle essentiel dans l'accompagnement de leurs membres, afin de les aider à relever les nombreux défis auxquels elles et ils sont confronté.e-s. Elles sont les porte-parole des bibliothèques, centres d'information et services d'archives, ainsi que de leur personnel, défendant leurs intérêts et ceux de leurs publics, face au monde politique et à la société dans son ensemble⁴. Il existe un lien étroit entre les enjeux auxquels font face les professionnel.le.s et leurs associations.

PANORAMA DU MONDE ASSOCIATIF EN SUISSE

La Suisse bénéficie d'un tissu associatif très dense: en 2019, « 56,9% de la population participe à des activités associatives ou les soutient »⁵. Ce dynamisme associatif existe également dans le domaine des sciences de l'information, dominé par deux associations nationales: *Bibliosuisse*⁶ et l'*Association des archivistes suisses* (AAS)⁷.

Bibliosuisse est le résultat de la fusion, en 2019, de *Bibliothèque Information Suisse* (BIS) et de la *Communauté de travail des bibliothèques suisses de lecture publique et scolaires* (CLP). Elles décidèrent d'unir leurs destins, avec pour objectif de créer une association qui soit l'unique porte-parole, au niveau suisse, du domaine des bibliothèques et centres d'information, de même que l'interlocutrice des pouvoirs publics. Selon le Rapport annuel 2020 de *Bibliosuisse*, la création de cette dernière, qui regroupe des institutions et des personnes, lui a permis de se faire reconnaître comme « réseau d'importance

¹ Ci-après, « les professionnel.le.s ».

² BIBLIOSUISSE, 2021. Code d'éthique pour les bibliothécaires et les professionnel.le.s de l'information suisses [article 5, al. f]. Aarau : Bibliosuisse. [Consulté le 19.5.2021]. <https://bibliosuisse.ch/fr/Dokumente/Bibliosuisse/Commissions/Ethique-professionnelle/Code-d%C3%A9thique.pdf>

³ Ci-après, « les associations ».

⁴ Comme le précisent dans des termes analogues, les Statuts de Bibliosuisse (<https://bibliosuisse.ch/fr/Dokumente/Membres/Statuts/Statuts-compl%C3%A9t%C3%A9-26-ao%C3%BBt%20dans%20l'article%202-%20Buts>).

⁵ OFFICE FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE, 2021. Participation associative en Suisse. Office fédéral de la statistique [en ligne]. [Consulté le 19.5.2021]. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/situation-economique-sociale-population/bien-etre-pauvrete/bien-etre-subjectif-et-conditions-de-vie/participation-sociale-et-culturelle.html>

⁶ <https://bibliosuisse.ch/fr/>

⁷ <https://vsa-AAS.ch/fr/>



nationale » au sens de la *Loi fédérale sur l'encouragement de la culture*⁸. Grâce à cela, *Bibliosuisse* bénéficie désormais d'une subvention de l'Office fédéral de la culture - s'élevant à 100 000 CHF - par année.

La Suisse compte en outre de nombreuses associations qui défendent des intérêts régionaux et/ou concernent des domaines professionnels spécifiques. *Bibliosuisse* est d'ailleurs organisée en sections⁹, cette structure étant fondée sur une évidence : le besoin impératif d'une représentation à la fois régionale et nationale.

Par ailleurs, il existe des organismes jouant un rôle complémentaire à celui des associations, en ce qui a trait à la coordination et au lobbyisme : c'est notamment le cas de SLSP (*Swiss Library Service Plattform*)¹⁰, RERO+¹¹, SLiNER¹² et *Bibliomedia*¹³.

Toutes ces associations font face à divers enjeux, qui sont liés aux réalités du domaine des sciences de l'information, mais aussi à la complexité structurelle du monde associatif lui-même.

ENJEUX PROFESSIONNELS

FORMATION¹⁴

Bibliosuisse et l'AAS ont créé la Délégation à la formation Information et Documentation¹⁵, plus particulièrement en charge de la formation initiale d'Agent-e en information documentaire. Les deux associations nationales doivent, conformément aux exigences légales de la Confédération, s'assurer de sa qualité. L'enjeu est de taille, parce que les milieux professionnels ont besoin

⁸ <https://www.bak.admin.ch/bak/fr/home/themes/loi-sur-l-encouragement-de-la-culture.html>

⁹ Exemples d'associations régionales et/ou correspondant à des domaines spécifiques : *Association genevoise des bibliothécaires et professionnels diplômés en information documentaire*, *Biblioschweiz*, *Biblioromandie*, *Stadt-Gemeinde-Schule*, *BibRel.ch* et *IG-WBS*. Détails à l'adresse : <https://bibliosuisse.ch/fr/Sections/Qu%E2%80%99est-ce-qu%E2%80%99une-section>

¹⁰ <https://slsp.ch/fr>

¹¹ <https://www.rero.ch/page.php?section=infos&pageid=home>

¹² <https://www.swissuniversities.ch/fr/organisation/organes/reseaux-et-representations/swiss-library-network-for-education-and-research>

¹³ <https://www.bibliomedia.ch/fr/>

¹⁴ Pour une présentation de la formation en sciences de l'information en Suisse, voir : MADINIER Hélène, GORIN, Michel, 2015. La formation en sciences de l'information en Suisse. Documentation et bibliothèques. 61(2-3), pp. 109–113. [Consulté le 19.5.2021]. <https://id.erudit.org/iderudit/1032816ar>

¹⁵ <https://www.ausbildung-id.ch/fr/>



de personnel bien formé et le niveau de formation supérieur (Bachelor de Spécialiste en information documentaire), en mains des Hautes Écoles spécialisées¹⁶, ne peut exister sans formation initiale.

Formation continue

Les associations jouent un rôle-clé. Aider les professionnel-le-s à développer leurs compétences est un enjeu majeur et elles l'ont bien compris. Deux défis doivent être relevés :

D'une part, assurer une bonne coordination, afin de viser la complémentarité entre les diverses offres, y compris celles qui sont proposées par d'autres acteurs : c'est ainsi, par exemple, que *Bibliosuisse* n'offre pas de cours spécifiques à la lecture publique, laissant cette responsabilité à ses sections spécialisées que sont *Biblioromandie* et *Stadt-Gemeinde-Schule*.

D'autre part, veiller à ce qu'un coût trop élevé ne représente pas un obstacle rédhibitoire à la formation continue : en effet, force est de constater que certain-e-s employeur-euse-s sont assez pingres et que les professionnel-le-s estiment encore trop souvent que la formation continue est de la seule responsabilité de leur employeur-euse (financement, temps pour participer).

Stratégie en matière de formation et de formation continue

Bibliosuisse a institué, en 2020, un Groupe de travail « Stratégie de la formation », chargé de créer « une base solide et durable pour le développement de l'ensemble du secteur dans le domaine des bibliothèques »¹⁷. L'enjeu est de taille : il s'agit de positionner *Bibliosuisse* en tant qu'actrice et interlocutrice incontournable dans le paysage de la formation, afin que ce dernier corresponde à la vision de l'association, que le Groupe de travail a d'ores et déjà formulée autour de quatre axes : professionnalisation et qualification, reconnaissance des formations, adaptation aux besoins du marché du travail et coopération.

Lobbyisme et plaidoyer

Les associations savent qu'il s'agit ici d'un enjeu fondamental et même s'il n'y a pas de (longue) tradition en la matière, elles initient de plus en plus d'actions au niveau national ou régional, malgré des moyens humains et financiers limités. Quelques exemples en témoignent : large diffusion d'un communiqué affirmant que c'est uniquement de façon strictement limitée dans le temps

¹⁶ « Universités professionnelles », à l'image de la HES-SO, qui propose un Bachelor et un Master dans le domaine des sciences de l'information (<https://www.hes-so.ch/>).

¹⁷ <https://bibliosuisse.ch/fr/Bibliosuisse/Groupes-de-travail/Strat%C3%A9gie-de-la-formation>



que les associations professionnelles peuvent accepter que soit atténuée la portée des valeurs d'ouverture et de non-discrimination des bibliothèques publiques (en lien avec l'obligation de présenter un passe COVID), réactions face à certaines offres d'emploi contestables, contacts avec les autorités pour des réévaluations salariales, « BiblioWeekend » national en 2022¹⁸, Journée suisse des archives, etc. Sans compter une immense victoire remportée récemment par *Bibliosuisse*, contre l'introduction dans la loi suisse d'une taxe de prêt pour les bibliothèques : non seulement cette dernière n'a pas vu le jour, mais les redevances en matière de droit d'auteur dues par les bibliothèques seront désormais prises en charge par les pouvoirs publics au niveau cantonal¹⁹.

Communication

Autre enjeu, la communication interne : dans un État fédéral comme la Suisse, où notre domaine professionnel est « dilué » entre les niveaux communal, cantonal et fédéral, il est d'autant plus important de faire circuler l'information. Les revues nationales *ARBIDO* et *Bibliosuisse Info*²⁰ ou régionales comme *Hors-Texte*²¹, les sites web associatifs, diverses manifestations, etc., répondent ainsi au besoin de réseautage.

Prestations aux membres

Aujourd'hui, les membres collectifs et individuels ne versent plus leurs cotisations dans le seul but, symbolique, de faire partie d'une communauté professionnelle. Si tout ce qui précède correspond déjà à des prestations directes ou indirectes, les associations sont en permanence confrontées au défi qui consiste à en proposer de nouvelles, gratuites ou non, comme par exemple des normes et directives (*Lignes directrices pour les bibliothèques publiques*²² publiées par *Bibliosuisse*, Codes d'éthique de *Bibliosuisse* et de l'AAS²³). L'enjeu est de taille, car plus une association possède de membres, plus son action auprès du public et des politiques est légitimée et plus elle est à même de

¹⁸ <https://bibliosuisse.ch/fr/Bibliosuisse/Projets/BiblioWeekend>

¹⁹ Plus de détails à l'adresse : <https://bibliosuisse.ch/fr/Bibliosuisse/Commissions/Commission-juridique>

²⁰ <https://arbido.ch/fr/> et <https://bibliosuisse.ch/fr/Membres/Bibliosuisse-INFO>

²¹ <https://www.agbd.ch/hors-texte/>

²² <https://bibliosuisse.ch/fr/Dokumente/Shop/Downloads/Lignes-directrices-pour-les-biblioth%C3%A8ques-publiques-2020>

²³ <https://bibliosuisse.ch/fr/Dokumente/Bibliosuisse/Commissions/Ethique-professionnelle/Code-d%E3%A9thique.pdf> et <https://vsa-AAS.ch/wp-content/uploads/2015/03/Dokument-Kodex-ethischer-Grundsatzte-VSA-Publikation-d2cf2ci2ce.pdf>



faire preuve de réactivité, comme cela s'est vu lors de la pandémie, avec la mise à disposition de plans de protection officiels (*Bibliosuisse, AAS*).

ENJEUX LIÉS À LA COMPLEXITÉ STRUCTURELLE

En tant que telles, les associations sont également confrontées à des défis non négligeables, qui ont surtout pour noms :

- **Multilinguisme** : les quatre langues nationales représentent une contrainte de base à tout travail associatif, puisque la Suisse compte malheureusement de moins en moins de bilingues...
- **« Système de milice »** : expression suisse qui évoque le fait que les associations reposent, pour l'essentiel, sur la collaboration bénévole de professionnel.le.s prêt.e-s à s'investir dans leurs organes. Or, ce système s'essouffle et certaines associations peinent à recruter.
- **Finances** : on l'a vu, les membres attendent aujourd'hui un « retour sur investissement » par rapport aux cotisations versées, qui se traduit par l'accroissement des prestations qui leur sont proposées. Mais comment fixer un juste prix ? Il est important d'assurer la pérennité des associations, ce qui implique pour ces dernières de trouver des revenus hors cotisations.

SOLUTION : UNE PLUS GRANDE IMPLICATION DES PROFESSIONNEL.LE.S

Ainsi, les associations contribuent de façon déterminante au maintien d'une dynamique positive dans des milieux professionnels en pleine mutation. En ce sens, elles sont indispensables, tout en étant fragiles à bien des égards.

En « vieux briscard » du monde associatif, qu'il me soit permis de plaider en faveur d'une plus grande implication des professionnel.le.s dans leurs associations, ce qui peut se traduire de différentes manières :

- Profiter des prestations proposées : participer à des manifestations, suivre des cours de formation continue, utiliser les normes et directives, etc.
- Interagir avec les associations : faire remonter et/ou partager des difficultés, besoins et réussites, se faire le relais des actions de lobbying et plaidoyer, menées par les associations, etc.
- S'impliquer directement dans le fonctionnement des associations, de façon permanente (comités, commissions) ou ponctuelle (groupes



de travail limités dans le temps, intervention dans la formation continue ou lors d'un colloque, etc.).

Mais pour encourager cette attitude proactive, il est nécessaire que :

- les employeur·euse·s comprennent que donner du temps aux employé·e·s qui ont envie de s'impliquer dans une association, c'est faire bénéficier l'ensemble de la communauté professionnelle des compétences dont elles et ils disposent dans leurs équipes : un geste altruiste et bénéfique en matière d'image ;
- les professionnel·le·s ne considèrent pas seulement leur emploi comme « alimentaire » et soient prêt.e.s à s'investir pour le « bien commun » (en motivant leurs employeur·euse·s à leur donner du temps pour ce faire, mais aussi en consacrant un peu de leur temps privé).

Rappelons le Code d'éthique de Bibliosuisse cité en introduction : il est inscrit que les professionnel·le·s « s'emploient à améliorer la réputation et le statut des bibliothécaires par leur professionnalisme et leur comportement éthique »²⁴, ce qui passe par des associations fortes et, donc, par une implication des professionnel·le·s dans ces dernières.

²⁴ BIBLIOSUISSE, 2021. Code d'éthique pour les bibliothécaires et les professionnel·le·s de l'information suisses [article 5, al. j]. Aarau : Bibliosuisse. [Consulté le 19.5.2021]. Disponible à l'adresse : <https://bibliosuisse.ch/fr/Dokumente/Bibliosuisse/Commissions/Ethique-professionnelle/Code-d'%C3%A9thique.pdf>

